

Le forum internet ue-acp. org : un espace de débat public et d'évaluation collective pour enrichir la coopération entre les pays de l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)

Lancé dans le prolongement de l'évolution collective de la coopération européenne animée par la FPH, ce forum prévu, initialement pour 4 mois a été prolongé de 6 mois se pérennise. C'est un bien public d'un type nouveau au service de la démocratie internationale.

Pierre Calame

Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, 1999-2000, Statistiques pages (bip 350)

Résumé

Ce document fait la synthèse du forum électronique ue-acp. org ayant porté sur la coopération entre l'Union Européenne et les pays ACP. Il avait vocation à répondre à un besoin de dialogue entre les différents maillons de la chaîne de la coopérations et à créer un espace de débat public. Financé par l'Union Européenne, il a reposé sur une éthique et une méthodologie préalablement définies. Outre une présentation générale de ce forum, ce document en rappelle les finalités, le processus ; propose des éléments d'évaluation et dresse quelques perspectives concernant ce type de forums. Il s'achève sur une présentation de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et de DPH.

Mots-clés thématiques : DECENTRALISATION; COOPERATION; EVALUATION; METHODOLOGIE

Mots-clés géographiques : AFRIQUE; EUROPE; CARAÏBES; PACIFIQUE

Mots-clés méthodes : FORUM ÉLECTRONIQUE

Réf. : *intranetfph/bip/350, ETA334 - Rapports entre régions du monde : Convention de Lomé; réforme de l'aide internationale*

Le forum internet ue-acp.org: un espace de débat public et d'évaluation collective pour enrichir la coopération entre les pays de l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique)

I) La création du Forum et la naissance d'un nouveau type de bien public

A l'été 1998, la Commission Coopération Développement du Parlement Européen, par la voix de son Président Michel Rocard, a exprimé le désir qu'une réflexion collective associant des acteurs des pays ACP et de l'Union Européenne, enracinée dans la pratique concrète de la coopération vue du point de vue des bénéficiaires, soit menée pour nourrir les négociations en cours sur le renouvellement de la Convention de Lomé et pour contribuer à l'évolution de la coopération entre l'Union Européenne et les pays ACP. En réponse à ce souhait, la Commission Européenne et la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH) ont accepté ce processus de réflexion. La FPH en a assuré l'animation.

Le processus a été conduit en trois phases : une phase de collecte d'expériences et d'audit de la Commission ; un séminaire international à Bruxelles en mars 1999; la mise en place d'un forum internet (www.ue-acp.org) pour débattre des propositions issues des deux premières phases. Ce forum, prévu initialement pour 4 mois, a finalement duré 10 mois grâce à un nouveau cofinancement de l'Union Européenne et de la FPH. Son succès a révélé un besoin et une opportunité

Le forum ue-acp.org a été l'occasion de créer un débat continu sur la coopération européenne et la façon dont elle correspondait aux attentes et réalités des citoyens de l'Union et des pays ACP. Il a permis d'allier l'échange d'informations, la construction de propositions, l'évolution collective du rôle de la coopération et de ses effets.

a) Un besoin

La coopération internationale est une longue chaîne qui va de l'opinion publique de pays donateurs à des personnes et des organismes, des populations souvent pauvres en passant par des instances politiques et administratives et par divers intermédiaires. Certains ont la parole, disposent de réseaux d'information et d'influence, maîtrisent les négociations politiques et les dédales des systèmes administratifs et juridiques. D'autres en récoltent le fruit ou en subissent les conséquences en bout de chaîne. Il en résulte un grand déficit de transparence et de dialogue. Il en résulte surtout une absence de prise de parole des communautés rurales, des habitants des quartiers populaires des villes, des associations de petits producteurs, des organisations de base. C'est pourtant, au bout du compte, à leur niveau que peut se mesurer la pertinence et l'efficacité d'une coopération qui est menée en principe en leur faveur. Créer *un espace de débat public* qui donne une transparence aux négociations et aux procédures, qui limite les rentes de situation des intermédiaires, qui mette la gestion de l'argent public sous le regard et sous le contrôle du public, qui fasse circuler l'expérience à partir d'histoires concrètes, qui soumette les intentions à l'épreuve des faits, qui mesure les progrès réellement accomplis, qui mette sur le même plan la parole des différents acteurs : voilà un progrès décisif tant pour la construction de la démocratie que pour les progrès de la gouvernance.

b) Une opportunité

L'expérience ue-acp.org a montré qu'un forum internet répondant à des règles éthiques et méthodologiques strictes, faisant l'objet d'une animation réellement professionnelle, combinant les vertus d'une base de données dans laquelle rechercher les expériences et celle d'un débat vivant, constituait *le prototype d'un nouvel espace démocratique*. On pouvait craindre au départ que l'ambition n'achoppe sur deux obstacles : le faible taux d'équipement internet des pays ACP, notamment africains, qui réservait l'accès au forum à une toute petite couche de privilégiés ; l'épuisement du débat, après l'enthousiasme des premières semaines. Ces deux obstacles se sont révélés moins décisifs que prévu. Le premier parce que l'intérêt pour le forum peut faire naître localement des cercles de discussion, les personnes disposant d'internet, se comportant alors en têtes de réseau. Le second, parce que la construction organisée du débat dans la durée et la possibilité d'utiliser le site Web comme source d'information, sans cesse enrichie de nouveaux apports et de nouvelles expériences, a fait au contraire croître l'intérêt pour le forum au fil des mois.

Bien des obstacles sont encore à surmonter. Le caractère nominatif des messages a rendu difficile l'expression des fonctionnaires de la Commission. La francophonie a été dominante dans le forum malgré la traduction systématique de tous les messages et des documents mis en consultation et téléchargeables sur le site Web. En devenant une ambition collective, portée par plusieurs réseaux, appropriée par différents milieux, ces obstacles peuvent être facilement surmontés.

Ainsi est apparu au-delà de l'identité de ses promoteurs et du processus qui lui a donné naissance, un bien public d'un type nouveau, une forme d'espace public virtuel, une agora internationale, une modalité de la démocratie, un moyen de contrôle des citoyens sur l'action publique, un instrument collectif du changement social et culturel.

Ce nouveau type de bien public est particulièrement opportun dans la phase actuelle de transition, marquée par la signature d'un nouvel accord de partenariat à Lomé et par la réforme de l'aide extérieure de l'Union Européenne.

II) La Charte éthique et méthodologique du forum ue-acp.org

Bien public et espace démocratique : ces deux qualificatifs du forum appellent des règles constitutives auxquelles devront souscrire aussi bien les participants que les animateurs. La charte constitutive comporte deux volets : un volet éthique et un volet méthodologique.

a) L'éthique du forum

C'est d'abord *une éthique de l'ouverture, du respect et de l'écoute mutuelle*. Les participants n'y règlent pas des comptes, ne manient pas l'invective, savent que la lecture de leurs messages prend du temps à tous ses lecteurs, partagent l'ambition commune d'améliorer la pertinence et l'efficacité de la coopération. Leur contribution vise à faire progresser un débat, à transformer des pratiques, à renforcer, par la clarté du contrôle démocratique, la légitimité et la crédibilité de la gestion publique et de la coopération internationale.

C'est ensuite *une éthique de la vérité*. Chacun a son point de vue, sa part de vérité mais la langue de bois, l'auto promotion et le discours apologétique sont exclus.

C'est enfin, *une éthique du concret*. La réalité de la coopération n'est pas dans les textes et dans les procédures mais dans ces effets sur le terrain et ces effets ne peuvent être appréciés que par le recueil d'expériences concrètes. Il importe peu qu'une mauvaise coopération soit le résultat de mauvais principes, de mauvaises procédures, d'une mauvaise compréhension des enjeux ou de relations inadaptées entre ces acteurs. Ce qui compte ce sont les effets qu'elle produit.

b) La méthodologie du forum

Le forum est un processus à multiples participants construit dans l'espace et dans la durée. Ces trois caractéristiques en déterminent la méthodologie.

Impliquant de *multiples participants*, il est conçu comme une rencontre internationale, avec une progression des thèmes, avec une prise de parole organisée, avec des synthèses régulières, avec des relances et si nécessaire, avec des groupes de travail, des pauses, des temps d'évaluation.

Organisé à *distance*, il demande une *attention à ceux qui se taisent*, des relances, des stimulations, des évaluations régulières. Les participants doivent être le relais d'une parole collective.

Organisé *dans la durée*, la qualité de sa structuration et de la gestion de la mémoire comptent plus encore que la vivacité des débats instantanés. Dès l'origine, le site web du forum présentait plus de deux cent soixante expériences concrètes. La mise en place d'un moteur de recherche a permis à ceux qui consultaient le site de circuler à loisir dans cette masse d'expériences et de bénéficier ainsi librement de l'intelligence collective. Mieux encore, *les modalités* d'animation du forum ont permis à d'autres participants de venir apporter leur propre expérience grâce à un dialogue avec l'équipe d'animation. Cette interaction par laquelle le débat n'est que la partie émergée d'une expérience collective sans cesse enrichie, est un élément central de la méthodologie.

III) L'animation du forum

Le forum est un bien public dont la gestion doit être indépendante des pouvoirs publics. C'est la garantie de neutralité et la condition de sa crédibilité. En ce sens, un tel forum se distingue radicalement des sites web qui sont la vitrine d'institutions. Ces vitrines sont nécessaires et légitimes mais remplissent une autre fonction.

En tant que bien public, le forum appelle un financement public ou privé d'intérêt public - comme par exemple des fondations - , selon des modalités qui en assurent si possible la continuité. Un comité de pilotage réunissant plusieurs familles d'acteurs en garantirait l'indépendance et veillerait à la mise en œuvre de la charte éthique et méthodologique.

L'animation du forum serait confiée pour la première année à l'ECPDM. Cette animation serait assurée tous les deux ans par une nouvelle institution, alternativement européenne et originaire des pays ACP. L'institution gestionnaire devrait être choisie six mois avant l'échéance pour assurer une bonne transmission de l'expérience acquise.

FORUM UE-ACP

www.ue-acp.org

En mai 2000 s'achève la phase expérimentale d'une expérience unique de débat public à propos de la politique coopération de l'Union européenne avec les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique : le FORUM UE-ACP.

Le forum UE-ACP est la première expérience de forum électronique public, financé par la Commission européenne, qui soit d'une durée aussi longue (1 an) et élaboré selon une stratégie d'animation très précise.

Participation :

- Plus de 170 personnes inscrites de plus de 22 nationalités différentes, à titre individuel ou représentant une organisation ou un réseau.
- Une grande variété de participants, composée de gestionnaires de projets, de groupe d'acteurs locaux et de nombreux réseaux représentés qui rediffusent l'information.
- Un rythme moyen de publication de 2 messages quotidiens.
- 20% des personnes inscrites interviennent directement.

Publication :

- Un site web bilingue de plus de 1500 pages retraçant l'intégralité du processus.
- 320 fiches d'expérience accessibles en ligne.
- Un moteur de recherche fondé sur un thésaurus spécifique à l'univers de la coopération.

Animation et capitalisation :

- Une équipe de six experts mobilisés deux heures par jour pendant un an.
- Un travail de capitalisation de 3 mois qui a mobilisé 60 personnes sur l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique et l'Europe.

FINALITE DU FORUM

Dans le cadre de la renégociation de la Convention de Lomé et afin qu'une source complémentaire à celles existantes nourrisse les discussions, Michel Rocard, président de la Commission Coopération Développement du Parlement Européen jusqu'en 1999, avait souhaité encourager un processus de débat public intitulé "Acteurs et processus de la coopération". Celui-ci fut approuvé et soutenu par la Commission européenne et conduit par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.

Selon de nombreux acteurs, les modes de coopération de l'Europe avec les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique nécessite aujourd'hui de profondes transformations, qui ont été synthétisées selon ces thématiques :

- Passer d'un appui aux projets à un appui aux processus
- Soutenir une double dynamique de décentralisation et d'intégration régionale

- Transformer les procédures et les pratiques
- Redonner son sens au partenariat
- Faire la mondialisation au visage humain
- Mettre les acteurs au cœur de la coopération européenne
- Repartir du niveau local
- L'information publique sur l'aide est la clé d'un contrôle démocratique
- Développer un partenariat EUROPE/ACP dans la gestion des flux de biens et de personnes
- Faire de l'aide budgétaire un processus collectif d'évolution de la gouvernance
- Appuyer les acteurs et les processus en combinant la Convention de Lomé et le budget propre de l'Union Européenne
- Engager, avec l'implication des fonctionnaires une dynamique de changement au sein de la Commission
- La nécessité d'un effort conjoint du Parlement et de la Commission Européenne

Définis en concertation avec les participants du forum, les objectifs du forum répondaient à trois nécessités pour favoriser les actions de coopération :

1 - Analyser et croiser les expériences de coopération et les réflexions, sur la base de fiches d'expériences accessibles sur le web avec la volonté d'initier un système d'apprentissage de l'évaluation collective.

2 - S'informer sur les politiques de coopération (échanges d'information sur la coopération, apport d'informations sur l'actualité de la coopération UE-ACP) et **diffuser les résultats et avancées du forum** en direction des institutions et des médias.

3 - Intervenir librement à partir des thèmes identifiés par les participants lors des mois passés.

Trois axes d'analyse ont été retenus pour structurer le débat :

a) les stratégies d'information "connaître et comprendre" (quelle information, quelles actions pour comprendre les enjeux de l'aide en général, de Lomé en particulier ?) ;

b) les stratégies de veille et de mobilisation locales "identifier pour agir" (comment rester attentif à la réalité locale et à ses interactions ? Comment remettre en débat localement nos constatations locales et globales ?)

c) et les stratégies pour réorienter progressivement les actions pour modifier les relations "agir pour modifier" (comment et à partir de quelles actions la démarche de débat public peut contribuer à renouveler les relations internationales entre citoyens et institutions du Nord et du Sud ?).

UN PROCESSUS EN 3 PHASES

Le processus de débat public, dont la phase expérimentale est arrivée à terme fin mai 2000, a comporté 3 étapes :

Une première phase de recueil d'expériences et de propositions (déc. 1998 - mars 1999)

Basée sur la démarche DPH (Dialogues pour le progrès de l'humanité, réseau international d'échange d'expériences créé en 1988), elle a fait émerger **270 contributions** (sous formes de fiches de 1 à 3 pages) provenant d'acteurs de terrain (ONG, experts en développement), accompagnées de **20 entretiens** avec des fonctionnaires de la Commission Européenne. Cette phase fut conclue par une analyse transversale et la production d'un document de travail destiné à être mis en débat dans la phase suivante.

Un séminaire de réflexion à Bruxelles (avril 1999)

Présidé par Michel Rocard et animé par Pierre Calame ; il a réuni des **parlementaires, des fonctionnaires européens, des responsables des pays ACP, des experts, et des responsables des ONG** du Sud et du Nord. Le diagnostic développé dans le document de travail a été globalement approuvé et ensuite les participants ont approfondi des points précis et proposé un cadre de discussion plus large pour les mois suivants.

Un forum électronique bilingue anglais-français (mai 1999 – mai 2000)

Un élargissement du débat et de la diffusion par deux moyens : une **liste de discussion via e-mail** où le débat s'est poursuivi durant 1 an constituant ainsi un lieu de validation collective des propositions ; **et un site Web** régulièrement enrichi, où l'ensemble des matériels produits sont présentés. Durant cette dernière étape, des activités de collecte de **nouvelles fiches, d'accompagnement de rédacteurs et de veille** vis-à-vis des matériels produits dans le cadre du forum ont été réalisées ; ceci donne une continuité au travail effectué lors de la première phase, le reliant à l'évolution du débat.

Au-delà du débat sur le diagnostic, **le forum a évolué depuis novembre 1999 est devenu un lieu d'échanges et de réflexion sur la coopération "vue d'en bas" :**

- il a permis **une évaluation collective** en lien avec la production disponible sur le site ;
- il a joué un **rôle d'information** sur les politiques de coopération **et de diffusion** vers les médias,
- il a **développé le débat** sur les stratégies d'information, de mobilisation locale et d'action renouvelée dans le domaine de la coopération UE-ACP.

UN FORUM PUBLIC FONDE SUR 3 OUTILS

Le Forum électronique UE-ACP fut fondé sur l'utilisation de trois outils :

- **Une liste de diffusion** des messages des participants et de l'équipe d'animation par le canal du courrier électronique,
- **Un site web** présentant le processus et mémorisant toutes les interventions et documents échangés.
- **Une base de données** avec moteur de recherche et thésaurus qui permet d'accéder à plus de 300 fiches d'expériences.

Les débats ont été modérés « a priori », le modérateur recevant les messages avant publication, ce qui permet de vérifier le bon formalisme des interventions et d'éviter les hors-sujets.

Pour assurer le bon fonctionnement du forum, d'autres fonctions ont été nécessaires : la mise à jour du site web (éditeur), la synthèse des interventions (rédacteur), la valorisation des expériences (capitaliseur), l'organisation des contenus (gestionnaire base de données) et la traduction anglais-français et français-anglais.

Une équipe de 6 personnes a donc piloté l'animation du débat et pris part au développement des thématiques en concertation avec les participants du forum.

EVALUATION DU FORUM & PERSPECTIVES

Ce forum a conduit à **mettre en place des mécanismes de dialogue et d'observation de la coopération**, ouverts aux acteurs du Sud et dépassant le strict cadre des spécialistes de la coopération.

La puissance des outils (fiche, banque d'expériences, logiciel de gestion et de recherche, moteur structuré Internet, Web) **et la démarche dans laquelle ils s'intègrent** (mobilisation de réseaux, accompagnement des participants, émergence de savoirs, communication sur le forum, structuration et croisement des informations, analyse, veille, etc) **a permis d'initier une dynamique collective dont les retombées sont multiples :**

- information sur les négociations et les programmes européens,
- concertations locales orales retranscrites sur le forum via des rapporteurs connectés,
- témoignages de début d'actions suscitées par le forum avec documents à l'appui,
- croisements d'expériences en combinant interventions sur le forum et fiches d'expériences,
- liens hypertexte vers des documents sur des sites dont les contenus sont en rapport direct avec les thèmes du débat,
- propositions multiples et complémentaires pour une même thématique,

- échanges Sud-Sud internes à un continent et transcontinentaux,
- diffusions parallèles des messages dépassant largement le nombre de personnes inscrites,
- etc...

Il apparaît qu'**une dimension d'observatoire dynamique émerge de cette expérience de débat ouvert** appuyé par un système d'information structuré. Elle est facilitée en cela par la place centrale du forum, espace vivant d'un accès facile ; les ressources documentaires sont là en appui des analyses et des propositions. La multiplicité des participants permet la diffusion exponentielle des informations dont dispose chaque réseau.

Habituellement dans un débat à distance, l'effort est trop souvent concentré sur la définition d'un contenu préalable, l'accompagnement des échanges étant sous-estimé : là se situe l'enjeu de la prise en compte des citoyens dans le débat public. Dans ce forum, les moyens humains mobilisés dans la durée et l'approche très méthodique dans l'organisation des débats ont permis de faire évoluer le débat dans cette direction.

Il faut également noter que la durée d'un an accordée à ce forum a facilité une mise en action progressive des participants. On constate que la durée est nécessaire pour dépasser les inerties et créer une dynamique participative alimentée par un travail de mobilisation et de relance important.

L'évolution d'un tel espace démocratique gagnera bien sûr en influence par l'élaboration d'une interconnexion ouverte et légère entre les multiples réseaux qui composent aujourd'hui l'univers de la coopération Nord-Sud.

PRESENTATION DE LA FONDATION CHARLES LEOPOLD MAYER POUR LE PROGRES DE L'HOMME

Origine

Un homme, Charles Léopold Mayer. Toute sa vie, il a fait fructifier sa fortune avec l'idée de la mettre après sa mort au service de travaux à caractère scientifique et humanitaire . C'est ce qui a permis de créer, en 1982, sous sa forme actuelle, la FPH. Sa particularité : elle ne fonctionne qu'à partir des revenus du patrimoine transmis par son fondateur.

Statut

Fondation de droit suisse, dont le siège est à Lausanne et la plupart des bureaux à Paris.

Objectifs

Jusqu'en 1989, La Fondation finançait des projets de recherche-action, qui comportaient un lien entre réflexion et action et contribuaient à la capitalisation de l'expérience et à la mobilisation des connaissances.

Après une longue période sabbatique de réflexion sur son propre travail, elle a renoncé au soutien de projets ponctuels et a choisi **d'aider des acteurs de continents et de milieux divers à mieux faire face aux défis qu'ils affrontent, à nouer entre eux des alliances, à échanger leur expérience, à dégager les perspectives communes, à agir ensemble, à construire une intelligence collective, en mobilisant les connaissances et en les faisant circuler** autour des grands défis mondiaux transversaux au Nord et au Sud.

Action et réflexion

Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'Humanité dans sept domaines :

- environnement et avenir de la planète,
- rencontre des cultures,
- innovation et changement social,
- rapports entre Etat et Société,
- agricultures paysannes,
- lutte contre l'exclusion sociale,
- construction de la paix.

Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes,...), **la FPH anime un débat** sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. **Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun ; elle propose un système normalisé d'échange d'informations, avec la banque de données DPH**, qui est une confédération de « réseaux associés » des différents continents sur différents thèmes ; **elle appuie à la construction de réseaux et à la circulation d'expériences ; elle soutient des travaux de capitalisation d'expérience, publie ou co-publie des ouvrages et des dossiers, diffuse ses publications** à travers la Librairie FPH, des éditeurs et librairies partenaires et ses propres réseaux.

La démarche de capitalisation DPH « Dialogue pour le Progrès de l'Humanité »

Intégré à l'équipe d'animation (Coordination générale, Animation du forum et du site, collaborations et contributions diverses...), L'AMI-Appui Mutuel pour un usage social de l'Information s'est chargé de la Coordination technique et méthodologique relative à DPH, mobilisant cinq permanents, participant à l'évaluation collective et à la veille d'information sur le forum et gérant la banque d'expériences, qui est disponible sur le Web.

La démarche DPH s'y est insérée comme un outil pour le recueil, la structuration, la catégorisation et la gestion technique des informations et comme une méthode pour l'écriture, l'accompagnement des rédacteurs, le cadrage des contributions et pour l'analyse des matériels obtenus.

Le défi principal était, à partir de l'occasion concrète de ce débat et de ces objectifs, de disposer d'une démarche fiable, rigoureuse et efficace, applicable à ce type d'opération. Les réponses à ce défi se sont structurées à partir des axes suivants :

Mobiliser divers acteurs pour la capitalisation d'expériences :

Environ une soixantaine de rédacteurs européens ou des pays du Sud ont apporté leur contribution à ce chantier. Ces rédacteurs représentent une grande variété d'acteurs ou ont permis leur expression par le biais d'enquêtes (chef villageois, leaders paysans, militants et dirigeants associatifs, jeunes coopérateurs, responsables ONG, entrepreneurs, doctorants, universitaires, syndicalistes, consultants, experts, fonctionnaires des ACP et des délégations de l'UE...).

Obtenir des contributions approfondies et de qualité :

Bon nombre des auteurs étaient habitués à la rédaction de rapports, à l'usage d'une langue très codifiée, à des formes de communication externe bien différentes de l'exercice qui leur était demandé. Certains avaient du mal à cibler le message et les propositions qu'ils avaient à transmettre, d'autres les diluaient, d'autres encore avaient du mal à se restreindre à deux pages de texte. Le travail a donc porté sur les aspects suivants : clarté du message, communicabilité de la proposition, positionnement de l'auteur, cadrage des contributions dans l'objectif commun.

Développer la fonction d'accompagnement et les outils de gestion des informations :

Le rôle de l'accompagnateur à distance a impliqué la constitution d'un groupe de lecteurs critiques, des communications permanentes par téléphone et par courrier électronique, la création d'outils techniques et méthodologiques, des procédures de validation, une gestion technique rigoureuse et la création de maquettes pour le site Web. Les rédacteurs ont joué un rôle important dans la réussite de cette fonction.

Penser et générer les interactions entre la capitalisation et le système global du débat public :

Il s'agit alors de promouvoir l'usage des fiches une fois que l'analyse transversale a été proposée ; ce qui permet d'illustrer le débat avec des fiches, d'identifier des facteurs manquants ; de lier la veille à l'encouragement de la production de textes. Dans le cadre d'une mise à jour de la banque d'expériences, le forum a servi à identifier de nouveaux auteurs, idées et approches. Des commentaires sur les fiches arrivent régulièrement et une forme plus poussée d'interactivité sur le Web – en relation entre les lecteurs et les porteurs d'expériences - a été développée.

CONTACTS

Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

Pierre CALAME, e-mail: pic@fph.fr

Karine GOASMAT, e-mail : karine@fph.fr

Tél. : + + 33 (0) 43 14 75 75

Adresse : 38 rue Saint-Sabin F-75011 PARIS

Equipe d'animation

Marina URQUIDI – Paris,

Tél. : + + 33 (0)1 42 08 67 01

Fax : + + 33 (0)1 53 19 04 21

e-mail : edition@ue-acp.org

Denis PANSU - Paris,

Tél. : + + 33 (0)6 81 36 36 25

e-mail : moderation@ue-acp.org

Franck FOURMENTAL

Tél. : + + 33 (1) 43 57 61 79

e-mail : publication@ue-acp.org

Anne SIMON - Bruxelles,

Tél.: + + 32 2 534 73 37

e-mail : anne.simon@skynet.be

Ana LARREGLE - Paris,

Tel : 01 48 44 09 52

e-mail : lami@lami.org